

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

R.E.: Mons. E. Hecé Postbus 58, 2600 Berchem 5, Belgique.



FF 164

Bibliothèque de documentation in-
ternationale contemporaine
Centre Universitaire
92001 Nanterre Cedex
France

Revue Hebdomadaire

n° 215

40P. 12315

ENFOPRENSA est une entité sans but lucratif, qui dispense des informations. Cependant, en raison des coûts de traduction, de copies et d'expédition nous demandons une contribution solidaire grâce à laquelle nous espérons améliorer et développer notre service. Nous vous proposons donc de vous abonner à notre publication. Nous vous proposons les formules suivantes : 150 francs pour l'envoi hebdomadaire du bulletin pendant six mois ou 300 francs pour l'abonnement de soutien. Vos virements postaux peuvent être effectués sur notre compte : ENFOPRENSA No. 3 648 62 V 020 PARIS.
En vous remerciant à l'avance pour votre compréhension, nous vous prions d'agréer notre amitié sincère.

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5° année / N° 215

du 3 au 9 avril 1987

POLITIQUE

"Grâce à l'armée, la démocratie est présente", déclare Cerezo

"L'armée a parrainé le retour à la démocratie", affirme le général Gramajo

Une visite surprise de Napoleon Duarte au Guatemala

Le Mexique ne soutient pas l'insurrection

Cerezo défend la loi répressive

Les fonds pour l'alphabetisation passent à la Défense

Présence contra et neutralité

Remplacement du chef de l'armée de l'air

En 3 ans, 425 paysans ont reçu des terres de l'IP

ECONOMIE

Les USA développent l'intégration centraméricaine sans le Nicaragua

INSURRECTION

L'URNG a attaqué un détachement militaire

SITUATION SOCIALE

Sept suicides en 48 heures

Les Etats-Unis expulseront 400 mille guatémaltèques

DROITS DE L'HOMME

La fille d'un ex-ministre assassinée

Torturé et assassiné dans une remise scolaire

On exige la libération d'un étudiant

Situation catastrophique au Guatemala

REFUGIES

L'armée se chargera du rapatriement

Un retour à longue échéance

POLITIQUE

"GRACE A L'ARMEE, LA DEMOCRATIE EST PRESENTE", DECLARE CEREZO

"Chacun des différents groupes doit accomplir son travail avec professionnalisme, et l'armée a répondu au déficit historique qui s'était présenté à elle. Grâce à l'armée, la démocratie est présente", a déclaré le président Vinicio Cerezo le 1^{er} avril au cours de la cérémonie de nomination des colonels Mario Callejas et Jose Luis Diaz au grade de généraux de brigade.

Dans son discours, Cerezo a félicité tous les membres des forces armées dont il a souligné "le courage et la responsabilité", déclarant que l'armée "a accompli son devoir en offrant la stabilité politique et en évitant un bain de sang lamentable comme cela se passe dans d'autres pays".

"L'ARMEE A PARRAINE LE RETOUR A LA DEMOCRATIE",
AFFIRME LE GENERAL GRAMAJO

L'armée guatémaltèque appuie le processus de démocratisation commencé il y a quinze mois, lequel a été parrainé par l'institution militaire qui représente "le principal pilier du pays", a déclaré le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, au cours d'un entretien accordé le 6 avril au quotidien mexicain "Excelsior". Gramajo a réaffirmé que la sécurité et le développement étaient les projets les plus importants pour le peuple guatémaltèque.

"Nous préférons que celui qui nous gouverne soit un civil, car un soldat de première classe doit être dans l'armée et non dans l'administration publique", a ajouté le militaire, après avoir souligné que celui qui se consacre à la politique "devient célèbre, réussit socialement et résout ses difficultés économiques pour le restant de ses jours".

De son côté, Alfonso Cabrera, ministre de la Présidence, a estimé que l'armée s'était "profondément" engagée dans le processus politique conduit par la démocratie chrétienne, et avait commencé en outre "un processus d'éducation à la démocratie".

UNE VISITE-SURPRISE DE NAPOLEON DUARTE AU GUATEMALA

Le président salvadorien Jose Napoleon Duarte est arrivé le 6 avril dans la capitale guatémaltèque et s'est rendu immédiatement à la résidence présidentielle de "Santo Tomas", dans le département d'Escuintla, pour une visite-surprise à son homologue Vinicio Cerezo.

Les deux présidents ont soutenu un dialogue de plus de six heures au cours duquel ils ont abordé les questions du voyage du président mexicain Miguel de la Madrid au Guatemala, de la proposition de paix d'Oscar Arias, de l'attaque de la caserne d'El Paraiso par la guérilla et de la dette extérieure centraméricaine.

LE MEXIQUE NE SOUTIENT PAS L'INSURRECTION

Au cours d'une déclaration faite le 2 avril, Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères du Guatemala, a repoussé la possibilité que le territoire mexicain puisse servir à l'insurrection guatémaltèque comme base pour ses opérations. "Nous n'avons pas connaissance d'un transit illégal de personnes entre le Guatemala et le Mexique. Je ne crois pas non plus qu'il y ait des forces rebelles sur ce territoire", a ajouté Quinonez qui a ainsi affirmé que le gouvernement mexicain n'offrait pas de protection aux illégaux.

CEREZO DEFEND LA LOI REPRESSIVE

Seule l'application d'une loi rigoureuse rendra possible la lutte contre la délinquance qui touche le Guatemala, a déclaré le 1^o avril le président Vinicio Cerezo, au moment où on l'interrogeait sur les réformes gouvernementales du code de procédure pénale, jugées par certains juristes et hommes politiques comme répressives et anti-constitutionnelles.

Au même moment, le Congrès de la République votait en première lecture un projet de loi gouvernemental modifiant l'article 42 du code des mineurs, afin que les mineurs de plus de 14 ans qui ont commis des délits graves pour lesquels ils ont été internés plus de trois fois dans des centres de redressement ne puissent les quitter sans un ordre du juge chargé de l'affaire.

Le gouvernement a en outre autorisé le déblocage de 2,8 millions de quetzals pour la construction de trois nouveaux centres de détention préventive, dans les départements de Guatemala, Quezaltenango et Chiquimula, ainsi que pour l'acquisition d'ordinateurs pour équiper le service des casiers judiciaires.

LES FONDS POUR L'ALPHABETISATION PASSENT A LA DEFENSE

Le programme national d'alphabétisation se trouve en crise car le ministère des Finances a fait transférer ses fonds à la Défense et à la Sécurité, ont fait savoir le 1^o avril les membres du Comité national d'alphabétisation.

Le ministère de la Défense prétend garder un total de 1,2 millions de quetzals, initialement destiné au programme d'alphabétisation, en raison d'un déficit budgétaire qui rendrait des réajustements nécessaires.

PRESENCE CONTRA ET NEUTRALITE

L'Union nicaraguayenne d'opposition (UNO) a confirmé le 2 avril qu'il existait une école de cadres politiques contre-révolutionnaires dans la maison des conseils communautaires de la capitale guatémaltèque.

A ce propos, Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères a déclaré que cette situation ne compromettait en rien la politique de neutralité active du gouvernement démocrate-chrétien, car l'école ne formait pas des combattants mais des cadres politiques.

REPLACEMENT DU CHEF DE L'ARMEE DE L'AIR

Selon des informations officieuses connues le 4 avril, le colonel Eduardo Wholers a pris le 3 avril la direction du commandement des Forces aériennes guatémaltèques (FAG), en remplacement du colonel Anacleto Maza Castellanos, qui s'était retrouvé mêlé à un conflit à propos d'avions nord-américains.

Wholers a travaillé comme directeur de la base aérienne de Santa Elena, Peten, et dans le Comité de reconstruction nationale. Pour sa part, Maza Castellanos a été transféré à la direction de l'Institut géographique militaire.

EN 3 ANS, 425 PAYSANS ONT RECU DES TERRES DE L'IP

Environ 425 paysans guatémaltèques ont pu acheter leurs propres terres depuis 1984 grâce au programme d'achat et de vente de terres soutenu par le gouvernement des Etats-Unis et dirigé par la Fondation du centavo du Guatemala, a-t-on appris le 5 avril de cette institution privée. Selon ces informations, la fondation, créée en 1962 par le nord-américain Sam Green, a acquis 17 propriétés d'un total de 2.500 hectares dans sept régions du pays. Onze de ces propriétés ont été distribuées à 425 familles paysannes par lots de 2,5 hectares.

L'Agence internationale pour le développement (AID), des Etats-Unis, a coopéré à ce programme par une donation de deux millions de dollars en 84 et en août 85.

ECONOMIE

LES USA DEVELOPPENT L'INTEGRATION CENTRAMERICAINE SANS LE NICARAGUA

Selon des informations de l'agence IPS du 31 mars, le gouvernement des Etats-Unis est entrain d'impulser la création d'un organisme régional formé de gouvernements, de chefs d'entreprise et de travailleurs, à l'exclusion du Nicaragua, qui canalisera 25% de l'aide financière de Washington à l'Amérique centrale.

Selon ces sources, une réunion a eu lieu à Tegucigalpa le 30 mars, avec la participation de 50 délégués du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Costa Rica, du Panama et du Belize, pour la création de l'Organisation centraméricaine de développement (OCAD).

INSURRECTION

L'URNG A ATTAQUE UN DETACHEMENT MILITAIRE

Selon un communiqué connu le 5 avril, un détachement de l'armée situé dans le village de San Diego, commune de La Libertad, El Peten, a été attaqué huit fois en une seule journée par des forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Le communiqué de l'URNG fait aussi savoir que des actions de propagande, des occupations de routes et des embuscades contre des patrouilles militaires ont été réalisées dans cette région du pays.

Par ailleurs, l'URNG informe que plusieurs de ses unités ont réalisé des actions d'occupation et de propagande, ainsi que des attaques contre les troupes gouvernementales les 21, 24 et 28 mars dans les communes de Chajul et Ixcán, département d'El Quiche, au nord-ouest du pays. Ces affrontements ont causé au moins quatre pertes à l'armée gouvernementale.

SITUATION SOCIALE

SEPT SUICIDES EN 48 HEURES

Selon des informations de la police connues le 5 avril, sept personnes se sont suicidées en 48 heures, entre le 3 et le 4 avril. Toutes se sont pendues, cinq à des poutres de maison et deux à des arbres, sans que l'on ait de plus amples détails.

LES ETATS-UNIS EXPULSERONT 400 MILLE GUATEMALTEQUES

Selon les déclarations du vice-consul guatémaltèque en poste à Los Angeles faites le 6 avril, pas moins de 400 mille guatémaltèques rentreront dans leur pays dans les prochains mois en raison de l'application de la nouvelle loi Simpson-Rodino.

Le ministère du Travail estime qu'il y a entre 700 mille et un million de guatémaltèques en situation illégale aux Etats-Unis et prévient que le Guatemala manque de la capacité nécessaire pour recevoir une telle masse de rapatriés.

DROITS DE L'HOMME

LA FILLE D'UN EX-MINISTRE EST ASSASSINEE

Lucrecia Toriello Castillo, 38 ans, fille du ministre des Affaires étrangères pendant le gouvernement démocratique de Jacobo Arbenz (1951-54), a été retrouvée assassinée le 4 avril dans une armoire de sa résidence située dans un quartier sud de la capitale. Le corps était à genoux, un garrot autour du cou.

Des voisins de la fille de Guillermo Toriello ont signalé que depuis plus d'une semaine la victime ne sortait plus de chez elle. Pendant l'enquête, l'accès au lieu du crime a été refusé à la presse, et la police s'est chargée du transfert du corps à la morgue.

Selon la presse locale du 1^o avril, le jeune César Augusto Rodas, fils du gardien de l'école d'éducation physique, a été retrouvé assassiné dans une remise de l'école située dans la capitale. La victime, pendue par une ceinture, portait d'évidentes traces de tortures.

Par ailleurs, Juan Carlos Melendez Castellanos a été retrouvé mort, avec traces de violence, le 1^o avril dans le département de Santa Rosa, au sud-ouest du pays, après avoir été enlevé quelques jours auparavant par un groupe d'individus non-identifiés.

ON EXIGE LA LIBERATION D'UN ETUDIANT

Les étudiants de l'Ecole nationale centrale de sciences commerciales, de la ville de Guatemala, ont exigé le 31 mars du président Vinicio Cerezo la libération du dirigeant étudiant Angel Arturo Sarceno Pinto, arrêté le 26 mars par des policiers en civil.

Selon les étudiants, Sarceno Pinto se trouve incarcéré dans les locaux du premier corps de la police nationale et il est accusé de délits qu'il n'a pas commis.

SITUATION CATASTROPHIQUE AU GUATEMALA

La situation des droits de l'homme au Guatemala continue à être "catastrophique", a déclaré le 3 avril à Onnsbruck, RFA, Klaus Schmidt, président de l'organisation humanitaire "Terre des hommes". Schmidt a ajouté qu'il lui était "impossible" de mentionner publiquement les endroits où se développaient les projets de son association, ainsi que les noms de ses collaborateurs au Guatemala.

"Ceux qui prènent parti pour les victimes de la répression militaire ou pour de meilleures conditions de vie pour les indigènes et des paysans s'exposent toujours à la repression de l'Etat, a précisé Schmidt. Il a ajouté, qu'après 30 ans de régimes militaires, le Guatemala a un gouvernement civil, ce qui ne l'empêche pas d'être le théâtre d'attentats dont les victimes sont des représentants de l'opposition.

Le responsable humanitaire a rappelé que, selon les chiffres de la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), 121 personnes ont disparu et 436 ont été assassinées dans la première année du gouvernement civil, sans que dans aucun cas les responsables ne soient retrouvés.

REFUGIES

L'ARMEE SE CHARGER A DU RAPATRIEMENT

Selon une information donnée le 1° avril par Jorge Luis Archila, président de la commission des droits de l'homme du Congrès de la République, l'armée aura en charge l'exécution du rapatriement des réfugiés guatémaltèques du Mexique.

Le représentant a signalé que la coordination des activités sera faite par le ministère des Affaires étrangères, mais que l'exécution en reviendra au ministère de la Défense. Le colonel Arturo de la Cruz Gelpke, vice-ministre de la Défense, prendra la responsabilité de l'opération.

UN RETOUR A LONGUE ECHEANCE

Le gouvernement guatémaltèque proposera au Mexique d'organiser le rapatriement des réfugiés à longue échéance, car la pacification totale du pays n'a pas encore été réalisée et que les moyens manquent pour la réinstallation avec une infrastructure adéquate de survivance pour les réfugiés, a-t-on appris de sources gouvernementales, le 6 avril.

A ce propos, René de Leon Schlotter, ministre du développement urbain et rural, a dit que les autorités guatémaltèques n'avaient été informées du retour que de 950 personnes pour l'année 86 et le début 87. Il a ajouté que ce nombre "devait monter peu à peu".

Pour sa part, Alfonso Cabrera, ministre de la Présidence, a reconnu que les conditions minimales pour le retour des réfugiés n'existaient pas et qu'il serait "inhumain et cruel qu'ils viennent mourir ici".